

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/257

2 juillet 2001

(01-3294)

---

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: français

## COMMUNICATION DU GABON

Le Secrétariat a reçu, du Service de la qualité et de l'inspection sanitaire à la Direction générale des pêches et de l'aquaculture du Gabon, la communication ci-après.

---

La Direction générale des pêches et de l'aquaculture adresse une requête pour compléter le financement du futur laboratoire national des pêches.

Cet important projet pour le Gabon est en cours d'exécution, étape par étape, en fonction des moyens financiers qu'il a été possible de mobiliser, mais il est vrai qu'il souffre, pour rester dans les délais imposés par la Communauté européenne, d'un déficit de financement.

Le projet dispose aujourd'hui d'un terrain au Port-Môle de Libreville et d'études architecturales basées sur un cahier des charges visé par des experts de l'Office alimentaire et vétérinaire de la Commission.

Les plans d'exécution du bâtiment sont prêts mais la Direction générale des pêches et de l'aquaculture ne dispose que de 170 millions de francs CFA, du budget de l'Etat, pour sa construction, alors que celle-ci nécessite 380 millions de francs CFA. Enfin, les équipements scientifiques et le matériel nécessaire au fonctionnement de la structure conformément aux normes européennes ne sont pas encore financés.

C'est pourquoi, compte tenu de l'importance du projet dont le but est de permettre au Gabon d'accéder à la liste 1 des pays exportateurs de produits de la pêche vers la Communauté européenne, il plairait fortement au Gouvernement gabonais d'avoir l'assurance que l'Organisation mondiale du commerce puisse l'aider à identifier de nouvelles pistes de financement pour ce projet aux niveaux du:

- financement du bâtiment du laboratoire à hauteur de 210 millions de francs CFA, ce qui est aujourd'hui le plus urgent;
  - financement d'un processus comprenant l'envoi à Libreville d'une mission d'un expert en équipements de laboratoire qui identifierait le matériel nécessaire au fonctionnement de celui-ci et en évaluerait les coûts.
-